

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3ème

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0022>

www.revue-is.org

NORMES ET STANDARDS DU COMMERCE INTERNATIONAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Marcel MBIYANGANDU KADIATA

*Professeur des universités, Référent Qualité Honoraire, Faculté de Médecine
ULB/Belgique – Facultés de Médecine UNILU/UNIKIN/UM/ISTM Goma –
Point Focal Formation et Expert à la CICM*

RÉSUMÉ

Cette étude montre que l'accès durable des produits congolais au marché américain dépend du respect des normes nationales et internationales de qualité. Malgré l'existence de nombreuses normes congolaises couvrant plusieurs secteurs, leur application demeure limitée en raison d'un manque de sensibilisation, de formation et de certification. L'étude recommande donc de renforcer l'Assurance Qualité, de définir clairement les normes relatives à la transformation locale des ressources, d'impliquer les organismes nationaux de normalisation et de préparer les entreprises congolaises aux exigences de l'ISO et de la FDA. Le respect de ces standards permettrait d'améliorer la compétitivité des produits congolais et de faciliter leur intégration au commerce international.

Mots-clés : *normes, standards, qualité, commerce international, RDC – USA, certification, Assurance Qualité.*

ABSTRACT

This study shows that sustainable access for Congolese products to the U.S. market depends on compliance with national and international quality standards. Despite the existence of numerous Congolese standards covering several sectors, their implementation remains limited due to a lack of awareness, training, and certification. The study therefore recommends strengthening quality assurance, clearly defining standards for the local processing of resources, involving national standardization bodies, and preparing Congolese companies to meet ISO and FDA requirements. Compliance with these standards would improve the competitiveness of Congolese products and facilitate their integration into international trade.

Keywords : norms, standards, quality, international trade, DRC-U.S., certification, quality assurance.

INTRODUCTION

Les normes ont toujours fait partie de la vie en société. Dans les villages les plus reculés comme dans les villes de la République démocratique du Congo, chacun se fait, à son niveau, une idée de ce qui est bien, de ce qui est meilleur, de ce qui est propre, de ce qui est beau et de ce qui répond aux attentes. La norme n'est donc pas une invention technocratique étrangère ; elle constitue plutôt la formalisation d'une exigence universelle de qualité que toute société porte en elle.

Les normes de qualité sont des règles établies qui servent de garde-fous dans la gestion de la qualité, dont les principales étapes sont la planification, l'exécution, l'évaluation et la mise en œuvre d'actions correctives. Leurs avantages sont nombreux et largement documentés. Elles renforcent la confiance des consommateurs, des partenaires et des autres parties prenantes, qui disposent ainsi d'une preuve fiable de la qualité des produits. Elles favorisent également la sérénité et l'efficacité des organisations, grâce à l'application de méthodes éprouvées visant à améliorer leurs processus.

En outre, l'optimisation des procédés permet de réaliser des économies financières et énergétiques, tout en favorisant le développement durable des activités et l'accroissement des profits. Enfin, le respect des normes contribue à différencier les entreprises de leurs concurrents et à renforcer leur compétitivité.

Plusieurs corpus normatifs coexistent à l'échelle internationale, notamment les normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), les normes européennes (EN), celles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ainsi que celles de la Food and Drug Administration des États-Unis (FDA). Le commerce international est régi par ces règles et ces normes. Chaque pays doit disposer de ses propres référentiels ou, à défaut, adopter et adapter ceux qui sont reconnus par les autres États, tout en maintenant un climat de confiance mutuelle.

C'est ce cadre normatif qui gouverne, et continuera de gouverner, les échanges entre la République démocratique du Congo et les États-Unis d'Amérique dans le contexte de leur partenariat stratégique.

I. LE COÛT DE LA NON-QUALITÉ : UN CONSTAT NATIONAL

Avant d'examiner le dispositif normatif, la communication illustre, à travers plusieurs images, les conséquences de l'absence de normes ou de leur non-respect

dans la vie quotidienne congolaise. Trois illustrations, parmi tant d'autres, suffisent à en mesurer l'ampleur.



Fig. 1 – Non-qualité : pollution de l'environnement. Un cours d'eau urbain asphyxié par les déchets plastiques (illustration de la communication).

La pollution de l'environnement constitue une première illustration de la non-qualité. Des rivières urbaines entièrement recouvertes de bouteilles en plastique témoignent de l'insuffisance dans l'application des normes relatives aux emballages, à la collecte et au traitement des déchets. Pourtant, le répertoire national comprend 34 normes consacrées à l'assainissement, à l'environnement et aux eaux usées, ainsi que 20 normes relatives au management environnemental.



Fig. 2 – Embouteillages monstres à Kinshasa : le coût quotidien de la non-planification (illustration de la communication).

La congestion urbaine constitue une deuxième illustration de la non-qualité. Les embouteillages considérables observés à Kinshasa, qui immobilisent

quotidiennement des centaines de milliers de personnes et de véhicules, témoignent du non-respect des normes relatives à l'urbanisme, à la voirie et au management de la sécurité routière. Pourtant, ce domaine est couvert par 13 normes nationales, parmi lesquelles figure la norme NCD ISO 39001 relative aux systèmes de management de la sécurité routière.



Fig. 3 – Non-respect des règles d'urbanisme : démolition de constructions anarchiques (illustration de la communication).

Le désordre urbanistique constitue enfin une troisième illustration de la non-qualité. Les démolitions de constructions érigées en violation des règles d'urbanisme rappellent que la non-qualité finit toujours par avoir un coût, notamment en pertes patrimoniales, en drames sociaux et en gaspillage des ressources publiques. La surcharge des routes ainsi que la circulation de véhicules vétustes ou non conformes aux normes complètent ce tableau. Le message qui ressort de ces illustrations est clair : la non-qualité peut coûter inutilement très cher ; il vaut donc mieux prévenir que réparer.

II. LE RÉPERTOIRE DES NORMES NATIONALES CONGOLAISES : UN PATRIMOINE MÉCONNU

Face à ce constat, la République démocratique du Congo n'est pas démunie. Chaque pays peut élaborer et faire reconnaître ses propres normes. Il peut également adopter les normes internationales de l'ISO ou les normes européennes, celles du système des Nations Unies, notamment de l'OMS et de la FAO, ou encore celles reconnues dans d'autres pays, à l'instar des normes de la Food and Drug

Administration américaine. Cette démarche permet à la fois d'assurer la protection du marché intérieur et de faciliter les échanges internationaux.

Les Normes nationales congolaises (NCD), proposées par la Commission nationale des normes du ministère de l'Industrie, résultent ainsi d'une combinaison de normes régionales africaines et de normes internationales, notamment celles de l'ISO.

Le ministère de l'Industrie a répertorié 1 252 Normes nationales congolaises dans un recueil publié en août 2023 et couvrant l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. Leur répartition sectorielle mérite d'être présentée, car elle révèle à la fois la richesse et les priorités de ce patrimoine normatif.

Le secteur agroalimentaire compte 245 normes, ce qui correspond à l'importance du potentiel agricole national. Le domaine de l'électrotechnique en comprend 293, constituant ainsi le plus vaste ensemble normatif et une condition essentielle de la sécurité des installations électriques. Les fibres optiques disposent de 82 normes, les lubrifiants et les produits pétroliers de 77 normes, les bâtiments et l'immobilier de 61 normes, tandis que le secteur de l'acier en compte 54.

Les produits cosmétiques et les détergents sont couverts par 38 normes, tout comme le domaine de l'information et de la documentation. L'assainissement, l'environnement et les eaux disposent de 34 normes, les forages miniers de 29 normes, les peintures et vernis de 26 normes, de même que le tourisme et les services connexes.

Le textile compte 23 normes, la métrologie des produits pétroliers 21 normes, le management environnemental 20 normes, l'électrification rurale 18 normes et le management de l'énergie 17 normes. Les grandeurs et unités fondamentales sont encadrées par 14 normes, tandis que le management de la sécurité routière, le bois, ainsi que les véhicules et les contrôles techniques disposent chacun de 13 normes.

Les secteurs du ciment et du cuir comptent chacun 12 normes. Les ressources humaines, la santé et la sécurité au travail en comprennent 11, l'éclairage public 10, les technologies de l'information et la sécurité 9, les emballages plastiques 6, les foyers améliorés 4 et les atmosphères explosives 3. Enfin, l'évaluation de la conformité et le management de la qualité sont couverts par 27 normes. Certaines activités sont également encadrées par une norme spécifique, notamment le management de la lutte contre la corruption, les allumettes, la bière et les boissons gazeuses.

À ce répertoire s'ajoutent deux compléments importants. D'une part, le ministre des Infrastructures et Travaux publics a indiqué, lors d'une récente

émission de redevabilité diffusée sur la RTNC, que le pays disposait désormais de 350 normes dans les domaines des infrastructures et de la construction. D'autre part, le Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales (CEEC) dispose de référentiels pouvant être utilisés par les producteurs et les industriels congolais dans le cadre du commerce international des minerais.

Quelques exemples tirés du recueil illustrent l'étendue des domaines couverts. Il s'agit notamment de la norme NCD ISO 37001 relative au management de la lutte contre la corruption, de la norme NCD ISO 30414 consacrée au bilan du capital humain, de la norme NCD ISO 19296:2018 relative à la sécurité des engins mobiles utilisés dans l'exploitation minière souterraine et de la norme NCD CEI TS 62257-9-8 portant sur les systèmes à énergie renouvelable destinés à l'électrification rurale.

On peut également citer la norme NCD ISO 22716 relative aux bonnes pratiques de fabrication des produits cosmétiques, la norme NCD CODEX STAN 176 consacrée à la farine comestible de manioc, ainsi que la norme NCD COMESA CAC/GL 26-1997 portant sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires. Ce dernier référentiel illustre précisément le type de normes qui conditionne l'accès des produits agricoles congolais aux marchés étrangers.

III. OBSERVATIONS CRITIQUES

L'examen de ce patrimoine normatif conduit à formuler quatre observations principales.

Premièrement, les normes répertoriées couvrent effectivement plusieurs secteurs de l'économie nationale et du commerce international. L'architecture normative existe donc déjà dans de nombreux domaines.

Deuxièmement, les normes relatives à la transformation locale des ressources naturelles et minières ne sont pas encore clairement définies ni suffisamment mises en évidence. Cette lacune constitue un enjeu stratégique majeur dans le contexte du partenariat entre les États-Unis et la RDC, puisque le pays entend précisément fonder son industrialisation sur la transformation locale de ses ressources.

Troisièmement, les entrepreneurs, les producteurs, les industriels ainsi qu'une grande partie de la population congolaise connaissent insuffisamment l'existence des normes nationales et leur importance pour leurs activités. Or, un patrimoine normatif méconnu et peu utilisé risque de demeurer sans effets concrets sur la qualité de la production nationale.

Quatrièmement, le respect et l'application effective des normes peuvent ouvrir aux produits congolais les portes du commerce international, en particulier celles du marché américain. La mise à niveau normative ne doit donc pas être considérée comme une contrainte bureaucratique, mais comme un investissement stratégique et commercial.

IV. LES RÉFÉRENTIELS INTERNATIONAUX INDISPENSABLES AUX PRODUCTEURS ET AUX INDUSTRIELS

Au-delà des normes applicables aux produits, les producteurs et les industriels congolais qui souhaitent accéder au marché américain doivent maîtriser les principaux référentiels internationaux de management.

La norme ISO 9001 constitue le référentiel mondial décrivant les étapes nécessaires à la mise en place, au pilotage et à l'amélioration d'un système de management de la qualité. Elle vise à garantir la fourniture constante de produits et de services répondant aux attentes des clients ainsi qu'aux exigences légales et réglementaires.

Cette norme repose sur plusieurs principes essentiels, notamment l'orientation vers le client, l'engagement de la direction, l'approche par les processus, la prise de décision fondée sur des preuves et la prise en considération des enjeux liés au changement climatique. Référentiel à vocation universelle, l'ISO 9001 peut être appliquée dans tous les secteurs d'activité et constitue une base solide pour de nombreux référentiels sectoriels.

Quatre autres normes complètent cette base. La norme ISO 26000 porte sur la responsabilité sociétale des organisations. La famille ISO 14000 concerne le management et les bonnes pratiques environnementales. La norme ISO 19011 fournit les lignes directrices applicables aux audits des systèmes de management. Enfin, la norme ISO 45001 traite de la santé et de la sécurité au travail.

Pour les produits destinés au marché américain, les exigences de la Food and Drug Administration, notamment en matière de denrées alimentaires, de médicaments et de produits cosmétiques, s'ajoutent à ces référentiels. Les entreprises doivent également respecter les normes de traçabilité des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le secteur des minerais dits « de conflit ».

Une entreprise congolaise qui se conforme à cet ensemble d'exigences ne satisfait pas uniquement aux conditions d'accès au marché américain. Elle élève

également son niveau de qualité et de compétitivité afin de répondre aux exigences du commerce mondial.

V. RECOMMANDATIONS

Il convient de sensibiliser largement les administrations publiques, les entrepreneurs, les producteurs, les industriels et l'ensemble de la population à l'utilisation et au respect des normes de qualité dans tous les secteurs d'activité.

Il importe également de rappeler que les valeurs morales, éthiques, citoyennes et républicaines ont aussi valeur de normes sociales. Leur respect conditionne le bon fonctionnement de la société, la qualité de la gouvernance, la transparence et la responsabilité des acteurs publics et privés.

L'apprentissage de l'assurance qualité devrait être intégré dans les programmes des établissements scolaires, universitaires, de recherche et de formation professionnelle. Cette mesure permettrait de former une nouvelle génération de personnes compétentes, adaptables et capables d'accompagner le transfert de connaissances et de technologies.

Il est également urgent de combler les lacunes normatives relatives à la transformation locale des ressources naturelles et minières, qui constitue l'un des principaux enjeux du partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC.

Enfin, les organismes nationaux de normalisation, de contrôle et de certification, notamment la Commission nationale des normes, le Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales et l'Office congolais de contrôle, devraient devenir des partenaires opérationnels de la mise en œuvre de l'accord commercial avec les États-Unis.

CONCLUSION

L'application des normes et des standards de qualité peut entraîner certaines contraintes, notamment la multiplication des procédures, une charge de travail supplémentaire et, dans certains cas, des coûts additionnels. Toutefois, chacun aspire à bénéficier de produits et de services de qualité, tandis que la non-qualité peut occasionner des pertes considérables. Il est donc préférable d'investir dans la prévention plutôt que de supporter ultérieurement le coût des défaillances.

Les normes de qualité constituent un gage de confiance, d'efficacité, de progrès et d'amélioration continue. Elles facilitent les échanges entre les personnes, les entreprises et les États, tout en renforçant la compétitivité des produits sur les marchés nationaux et internationaux.

Le partenariat entre les États-Unis et la RDC doit ainsi être mis à profit pour favoriser la transformation locale des minerais et des produits issus de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Cette orientation permettrait de créer davantage d'emplois, d'accroître la valeur ajoutée nationale et de générer durablement des richesses.

À cette condition, le label « qualité congolaise » cessera d'être une simple aspiration pour devenir une réalité commerciale reconnue sur les marchés américain et mondial.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- COMMISSION NATIONALE DES NORMES. (2023, août). *Recueil des Normes nationales congolaises : 1 252 normes*. Ministère de l'Industrie.
- MBIYANGANDU KADIATA, M. (2026, 22-23 juin). *Normes et standards du commerce international entre les États-Unis d'Amérique et la République démocratique du Congo* [Communication]. 3^e Grande Conférence du CES-UDPS, Kinshasa, République démocratique du Congo.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE et ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. (s. d.). *Codex Alimentarius : Normes alimentaires internationales*.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (s. d.-a). *ISO 9001 : Systèmes de management de la qualité – Exigences*.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (s. d.-b). *ISO 14000 : Management environnemental*.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (s. d.-c). *ISO 19011 : Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management*.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (s. d.-d). *ISO 26000 : Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale*.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (s. d.-e). *ISO 45001 : Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail – Exigences et lignes directrices pour leur utilisation*.
- U.S. FOOD AND DRUG ADMINISTRATION. (s. d.). *Import program and standards*.